

« L'extrême droite prolonge, sans la résoudre, la crise du néolibéralisme italien »

L'ancien député et universitaire Carlo Galli, auteur d'un ouvrage sur les origines et la réalité du parti de Giorgia Meloni, explique à la fois l'originalité de ce mouvement et le danger qu'il représente pour la démocratie italienne.

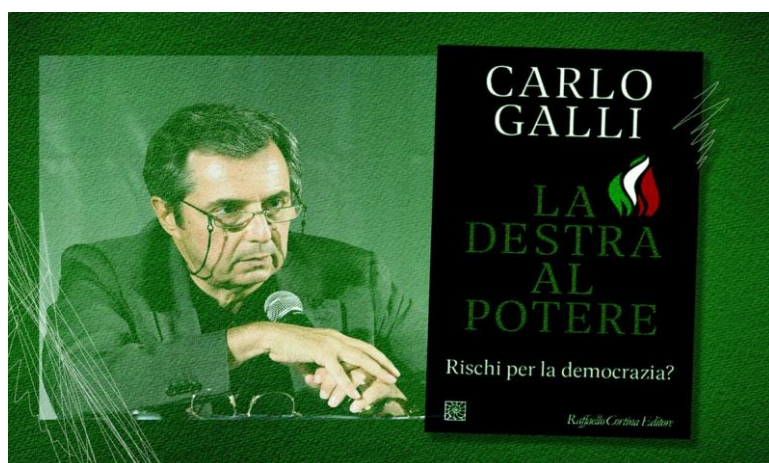
[Romaric Godin](#)

23 octobre 2024 à 12h16

Comment saisir la réalité de la domination de l'extrême droite italienne au pouvoir ? Dans un livre publié en début d'année, *La Destra al potere, rischi per la democrazia ?* (« La droite au pouvoir : risques pour la démocratie ? », Raffaello Cortina Editore, non traduit), l'ancien député de gauche Carlo Galli, professeur de science politique à l'université de Bologne, tente de comprendre l'originalité de la majorité actuelle pour saisir les vrais risques pour la démocratie italienne.

Selon lui, ce qu'il appelle la droite italienne actuelle – et qu'en France, on appellerait plutôt « l'extrême droite » compte tenu des positionnements politiques relatifs et des termes utilisés dans les deux pays – n'est ni l'héritière directe du fascisme ni une forme traditionnelle de conservatisme.

Il s'agit plutôt d'un mouvement qui se nourrit des peurs de la société pour assurer un pouvoir centré d'abord sur la préservation des intérêts du capital. C'est, en quelque sorte, la phase politique ultime de la crise du néolibéralisme qui doit déboucher sur une démocratie dégradée, ce que Carlo Galli appelle la « *post-démocratie* ». En cela, la nouvelle droite italienne est un véritable danger pour la démocratie italienne, déjà affaiblie par des décennies de politiques néolibérales.



Carlo Galli. © Photomontage Mediapart avec Serena Campanini-Elisabetta Baracchi et Raffaele Cortina Editore

Mediapart : Votre thèse est que la droite italienne ne se situe pas dans la continuité du fascisme, mais est plutôt une sorte de conservatisme éclectique. Mais pour vous, cela ne signifie pas qu'elle n'est pas dangereuse...

Carlo Galli : Pour moi, le fascisme est dans son essence un mouvement qui a un usage systématique de la violence, un idéal hiérarchique et une volonté de sortir de l'alternative entre socialisme et libéralisme. La droite italienne actuelle est bourgeoise, et réduit le libéralisme à son niveau le plus minimal, c'est-à-dire le néolibéralisme. Elle pense que toute richesse est créée par le marché et n'a absolument aucune prétention à modifier la société. Elle ne propose pas de modèle de civilisation alternative. Bien sûr, il y a, au sein de ces mouvements, des gens qui ont été néo- ou post-fascistes. Mais aucun n'a la moindre intention de réinstaurer le fascisme.

En revanche, cette droite du XXI^e siècle place l'Italie à la conclusion d'un mouvement qui nous mène à ce qu'on pourrait appeler la « post-démocratie ». Elle n'a pas initié ce mouvement, elle ne l'a pas créé. Ce sont des dynamiques en cours depuis trente ou quarante ans en Italie. Les gouvernements techniques l'ont mis en place, et les gouvernements de gauche l'ont poursuivi. Évidemment, Berlusconi a accéléré le processus.

La post-démocratie, ce n'est pas l'abolition formelle de la démocratie. Il y a toujours un Parlement, des élections, des partis politiques. C'est bien plutôt que le vrai pouvoir ne passe plus par le Parlement, mais est concentré autour du gouvernement et en particulier de son chef. La droite considère que ce processus est irréversible et entend donc le mener à son terme. En cela, elle n'a même pas l'hypocrisie de faire croire qu'elle donne un rôle au Parlement. Elle pense que tous les pouvoirs doivent se concentrer dans les mains du premier ministre.

C'est la raison pour laquelle vous considérez que le projet de réforme constitutionnel appelé « premierato », qui est actuellement discuté et qui prévoit l'élection directe du chef du gouvernement, est la réforme majeure du gouvernement Meloni ?

Il faut bien comprendre que la post-démocratie est déjà présente en Italie. Ce que fait la droite avec le *premierato*, c'est de la mettre noir sur blanc dans la Constitution. Mais aujourd'hui, la présidente du Conseil des ministres a, dans les faits, un rapport continuellement direct avec le peuple par la voie médiatique. Il y a une sorte de plébiscite quotidien – qui est confirmé par les sondages et se formalise par une élection tous les cinq ans. Le cœur du pouvoir ne passe déjà plus par le Parlement, on est entré dans une autre phase qui n'est plus le régime démocratique libéral d'auparavant.

En Italie, la presse est la propriété des grands capitalistes qui la traitent comme une activité secondaire.

Les hommes politiques majeurs de l'Italie d'après-guerre, Alcide De Gasperi, Aldo Moro, Amintore Fanfani, ne tiraient pas leur légitimité à travers l'univers médiatique, mais à travers le système des partis. Ce système a disparu dans les années 1990 en Italie. Il a créé un vide qui a été rempli par la médiation médiatique et la concentration du pouvoir dans les mains du chef du gouvernement. Le grand saut vers la post-démocratie, c'est bien sûr Berlusconi qui l'a réalisé. C'est lui qui a mis en place ce « plébiscite quotidien », qu'aucun homme politique italien auparavant n'aurait pu tolérer.

À lire aussi

[Comment le gouvernement Meloni tente de verrouiller l'information en Italie](#)

20 octobre 2024

C'est pour cette raison que le pouvoir actuel concentre ses attaques contre la liberté de la presse ?

La presse imprimée n'est plus un moyen de communication hégémonique désormais, c'est un média d'élite. Les citoyens ne lisent plus les journaux. L'écroulement des ventes le prouve. Certainement, une partie de la presse est hostile à la droite parce que le milieu journalistique est « libéral », au sens anglo-saxon du terme. Mais l'affrontement direct n'est dans l'intérêt de personne. En Italie, la presse est la propriété des grands capitalistes qui la traitent comme une activité secondaire qui vise à faciliter leur activité centrale. La presse imprimée n'a donc plus de grande influence. Si les propriétaires ont besoin d'avoir une position non conflictuelle avec le gouvernement, la presse suivra.

Les journaux d'opposition existent. Il y en a quatre principaux : *La Repubblica* et *La Stampa*, qui appartiennent au groupe Gedi de la famille Agnelli, *Domani*, dont la diffusion est faible, et *Il Fatto quotidiano* qui est économiquement faible. Pour les deux premiers, je suis convaincu que chacun se rendra compte que leur opposition deviendra progressivement moins dure. Le gouvernement ne se prive pas de gêner cette presse, mais je ne crois pas que ce soit la droite qui ait créé les conditions difficiles du secteur. C'est bien plutôt les conditions culturelles. L'information qui passe par les réseaux sociaux et la télévision est beaucoup plus facile d'accès pour les citoyens.



Meeting de Fratelli d'Italia pendant la campagne des élections européennes, à Rome le 1er juin 2024. © Photo Cimaglia / Fotogramma / ROPI / REA

Et sur ces deux terrains, la droite est présente. Et comment. Certes, la télévision est un média qui touche d'abord les plus âgés, mais le contrôle de la télévision – et de la radio – est encore un élément clé pour un gouvernement. La droite a ainsi un grand appétit de places dans la Rai.

Elle a donc donné à l'opposition des postes de seconde importance. Au point que le parti démocratique a refusé de participer au jeu. C'est important pour la droite parce qu'elle croit dans la puissance communicative de la radio et de la télévision et que, en cela, ce sont des médias qui participent à la construction d'un consensus.

Mais il ne faut pas oublier que, pour les jeunes, ce sont les réseaux sociaux qui fabriquent ce consensus. Et les partis de la droite italienne, que ce soit la Ligue ou Fratelli d'Italia, sont très présents et très organisés pour ce type de médias. Et pour moi, cela est aussi important que le contrôle de la radio et de la télévision.

Quelle est la réalité de la droite au pouvoir en Italie ?

Il y a trois raisons qui ont soutenu le succès de la droite et qui sont en partie contradictoires. La première, c'est la poussée de protestations qui existe depuis une vingtaine d'année. Ces mouvements trouvent leur source dans les contradictions du paradigme néolibéral. Environ dix millions de voix ont ainsi changé d'un parti à un autre sur la seule promesse d'un changement, avec un parti qui, subitement, devient le parti central du jeu politique. Cela a été le cas du Parti démocratique de Matteo Renzi, puis de la Ligue de Matteo Salvini ou du Mouvement 5 Étoiles de Beppe Grillo et enfin de Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni.

La deuxième raison est la demande de sécurité. Une grande partie de l'opinion italienne est convaincue de vivre dans un monde d'insécurité. Cela se retrouve dans la question de l'ordre public, où la question se concentre sur les migrants, mais il y a aussi une insécurité économique fondamentale. Il n'y a plus de postes de travail fixes, ils sont devenus précaires ou mal payés. Il n'y a plus d'espérance dans un futur stable ni de croyance dans le progrès, ce qui était jadis le socle du succès de la Démocratie chrétienne à l'époque de la première République (1947-1993).

La troisième raison de la montée de la droite est contradictoire avec la demande de « plus d'État » que suppose la demande de sécurité. C'est une demande de moins d'État qui se traduit par un rejet de la pression fiscale et de la bureaucratie. Ces sentiments peuvent se comprendre objectivement, mais ils sont manipulés par la droite.

Le gouvernement Meloni a accéléré toutes les pires dynamiques qui étaient déjà en cours.

La droite utilise ces trois motivations qui l'ont portée au pouvoir pour avancer encore davantage dans la post-démocratie. Elle ne peut pas tenir ses promesses économiques, surtout celle de réduire les impôts. Elle n'a même pas pu tenir les promesses souverainistes. La droite n'est pas souverainiste. Le gouvernement Meloni s'est plié à la position de Bruxelles et n'a rien fait qui soit hostile à la logique de fond de l'UE. Elle a accepté le nouveau pacte de stabilité, par exemple. Elle n'a pas davantage fait preuve de souveraineté dans le domaine des affaires étrangères où elle a pris une position atlantiste d'une façon presque embarrassante en ce qui concerne la situation au Proche-Orient.



Matteo Salvini, Silvio Berlusconi et Giorgia Meloni lors du congrès des partis de droite à Rome le 22 septembre 2022. © Photo Elisa Gestri / SIPA USA

Enfin, la droite italienne n'est pas plus souverainiste qu'elle n'est fasciste. La vérité, c'est que le gouvernement Meloni a accéléré toutes les pires dynamiques qui étaient déjà en cours. Et la première d'entre elles, c'est la disparition de la sphère publique. L'Italie n'est plus qu'un lieu où il n'y a que des individus et non plus une société articulée. Par société articulée, j'entends une société où, par exemple, il y a des partis, des syndicats qui s'inscrivent dans des conflits sociaux. Désormais, il n'y a plus que des individus atomisés et apeurés. Et c'est cela le but de la droite : conserver cette condition de fragmentation individualiste de la société.

La droite répond à la crise par la désagrégation du pays.

Cet individualisme n'est pas celui de l'individu agressif, triomphant, héroïque ou même entrepreneur. Non, c'est un individualisme apeuré, terrorisé, inquiet, de gens qui demandent de la protection, des exonérations fiscales et d'être laissés à leur propres problèmes sans trop d'histoires. Et la droite nourrit et facilite cet individualisme.

C'est pour cette raison que la droite a fait voter récemment [la loi sur « l'autonomie différenciée » des régions](#) : il s'agit d'encourager la fragmentation qui est au cœur de cette pensée sociale. C'est étrange, une droite qui ne défend pas l'idée de l'unité nationale. C'est parce qu'elle préfère la division, c'est le parti de la division. Ce n'est pas un hasard si cette droite italienne, qui ne fait pas beaucoup référence à de nombreux intellectuels conservateurs européens, se revendique de Giuseppe Prezzolini, un intellectuel des premières années du XX^e siècle qui se définissait comme sceptique. Il ne croyait à rien. Il n'y a que la stratégie.

Mais cette vision fragmentée s'accompagne pourtant d'un fort rejet de la diversité des individus...

Ce particularisme individualiste de la droite n'est absolument pas un culte de la diversité. Certes, il n'y a pas de prises de position spécifiques contre des minorités raciales ou sexuelles. Mais leurs prises de position se sont concentrées contre la « culture woke ». Et cela sert aussi à rassurer. C'est une part importante de la politique de la droite : tenir éloignés les migrants et défendre les « valeurs traditionnelles », comme la famille classique et les idées reçues. C'est une défense de la normalité qui permet d'entretenir la peur qui se fonde sur une supposée menace de cette normalité.

D'ailleurs, une des législations les plus inquiétantes que prend le gouvernement Meloni, après le *premierato*, est le projet de loi sur la sécurité qui renforce les sanctions, jusqu'à la prison ferme, pour les manifestations, blocages ou piquets de grève. Cette loi n'est pas spécifiquement dirigée contre les minorités, mais contre ce qui reste de la sphère publique. L'usage politique de l'espace public devient interdit et fortement puni. Et cela est le cœur de la politique menée par la droite : maintenir la fragmentation inquiète.

À lire aussi

[L'offensive illibérale de Giorgia Meloni](#)

22 octobre 2024

Comment peut-on alors en finir avec cette droite qui achève la post-démocratie ?

La droite prolonge la crise, il faut la terminer. Et pour cela, il convient de construire une coalition crédible qui se construira sur l'idée de résoudre les problèmes de façon réaliste. Les problèmes existent, et il faut les prendre en compte. Il faut redonner sa place à l'intervention de l'État, dans la santé, dans l'école, dans la sécurité au sens large. La droite croit dans la privatisation, elle ne règlera pas les problèmes. Il faut donc construire une coalition politique qui croit dans la fonction publique, dans l'intervention de l'État dans l'économie et dans la société.

Il faut croire que l'État doit assurer la sécurité, pas seulement celle des frontières, mais la sécurité interne, celle des perspectives de vie, qui donne un minimum de croyance dans le progrès. Et pas en mots, mais en actes. Sinon, la population continuera à se tourner vers la droite. Je pense qu'il existe encore une capacité de construire un consensus contre la droite. Mais il est vrai que le paysage des partis ne semble pas prêt à agir dans ce sens.

L'Italie n'est pas le seul pays à connaître ces difficultés. C'est l'effet de la crise du néolibéralisme que la droite prolonge et ne résout pas. L'objectif serait de dépasser cette crise, ce qui suppose une volonté politique, une capacité intellectuelle et une crédibilité dont, pour le moment, personne ne dispose.

Il faut redonner des perspectives de vie par une politique concrète. Et si cela suppose s'opposer aux règles européennes, alors posons le problème. La droite ne croit pas à cette intervention de l'État, elle répond à la crise par la désagrégation du pays. Il faut tourner le dos à cette voie pour recréer de l'espérance. Mais il est vrai que, pour l'instant, le paysage des partis italiens ne laisse guère présager une telle évolution.

[Romaric Godin](#)